La démocratie au barrio : intégration politique et politisation dans les quartiers populaires de Caracas, 1958-1979

Serge Ollivier

▶ **To cite this version:**

Serge Ollivier. La démocratie au barrio : intégration politique et politisation dans les quartiers populaires de Caracas, 1958-1979. Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin, 2011, 33, 10.3917/bipr.033.0027 . hal-03762329

HAL Id: hal-03762329
https://hal.science/hal-03762329

Submitted on 30 Sep 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La démocratie au *barrio :* intégration politique et politisation dans les quartiers populaires de Caracas, 1958-1979

***S**ERGE **O**LLIVIER*

Massive, spontanée, désordonnée, l'explosion urbaine que connut l'agglomération de Caracas à partir des années 1950, n'avait, en soi, rien de bien singulier en Amérique Latine[1]. Les grandes villes du continent étaient alors affectées de la plus forte croissance urbaine au monde et les quartiers d'habitat spontané issus de l'émigration rurale se multipliaient de Mexico à Lima, de Salvador à Rio. Des chercheurs nord et sud-américains, sociologues pour la plupart, se penchèrent alors rapidement sur un phénomène[2] d'une telle ampleur qu'il provoquait des interrogations parfois angoissées chez les contemporains[3]. Dans chacune de ces grandes villes, l'accroissement de la place des pauvres posait de graves enjeux sociaux. Partout, les contemporains eurent conscience de vivre des changements majeurs au sein de leur société.

À Caracas, la croissance accélérée des quartiers populaires, les *barrios*, coïncida avec l'avènement de la démocratie représentative, cette IV^e^ République qui devint un « modèle » de démocratie et d'alternance du pouvoir à l'heure des coups d'État militaires dans les pays du cône sud. Le 23 janvier 1958, lorsque chuta le régime dictatorial de Marcos Pérez Jiménez, le pays n'avait alors connu, pour le XX^e^ siècle, que trois années de démocratie représentative, de 1945 à 1948. Les dirigeants politiques et les partis démocratiques qui arrivèrent au pouvoir en 1958 durent définir un modèle républicain viable dans un contexte tendu : en 1959, la révolution cubaine affaiblit sur sa gauche le nouveau gouvernement qui devait rallier les élites économiques sur sa droite. Associer à la nouvelle république les différentes catégories d'une société vénézuélienne en grand bouleversement, était la grande problématique de cette fin des années 1950.

La transformation des vertes collines de la capitale vénézuélienne en amoncellements de tôles et de briques n'était pas seulement un bouleversement du paysage urbain *caraqueño* (originaire de Caracas). Il s'agissait de la création *sui generis* d'une nouvelle réalité urbaine, d'une nouvelle façon de faire partie de la « cité » dans une société elle-même en pleine redéfinition de ses normes politiques. Les *barrios* émergeaient à la fois comme nouvelle composante fondamentale de l'espace urbain vénézuélien et comme espace social et politique à part entière, terrain électoral en construction et potentiellement militant. Un défi social, un enjeu politique majeur pour la démocratie naissante.

Dès 1958, la junte patriotique nouvellement arrivée au pouvoir prit des mesures facilitant l'installation des masses de pauvres urbains avec le *Plan d'Emergencia para los Barrios*. Les *barrios*, déjà pour certains dans le paysage *caraqueño* depuis plus de vingt ans, en devinrent rapidement un élément majeur. Au cours de la seule année 1958, 400 000 nouveaux habitants s'y établirent. En 1966, 35%

---

1 Cet article est le compte rendu du mémoire de Master 2, réalisé sous la direction d'Annick Lempérière, « Barrios entre "social " et " político " au Venezuela ; temps et contretemps de l'intégration politique des quartiers de Petare dans la démocratie partisane, 1958-1979 », soutenu en 2010 à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

2 Mercedes González de la Rocha *et al.*, « From the Marginality of the 1960's to the "New Poverty" of Today: A LARR Research Forum », *Latin American Research Review*, vol. 39, n° 1, 2004.

3 John Gerassi, *The Great Fear: The Reconquest of Latin America by Latin Americans*, New York, MacMillan, 1963.

de la population totale de Caracas vivait dans ses *barrios* et plus de 50% au début des années 1990. La nouvelle République assura sa légitimité en soutenant l'installation de nouveaux urbains sans le sou. Démocratie et urbanisation spontanée ne firent donc pas uniquement que coïncider, elles entamèrent, à partir de 1958, une histoire commune, presque une relation d'interdépendance.

Cette relation originelle a été abordée ici sous l'angle de la « politique par là-bas », de la politisation des habitants des *barrios* de Caracas, de 1958 jusqu'à la fin des années 1970. Avant la crise de la dette de 1982, cette période semblait *a posteriori* une sorte d'âge d'or de la IV^e^ République. Interroger le ou les processus de politisation dans ces quartiers a permis de cerner les liens entre l'histoire de la IV^e^ République d'avant la crise et celle des *barrios* de Caracas. Il a été tenté ici d'allier un embryon de prosopographie des dirigeants de quartier à une étude de la culture politique des habitants dans leur ensemble, ayant ou non des responsabilités. A des sources écrites statistiques (recensements, statistiques électorales) et des périodiques locaux, s'ajoute un large usage des méthodes de l'histoire orale et du récit de vie comme source[4]. Une zone populaire de l'*Area Metropolitana* de Caracas a été choisie pour étude : le *municipio* de Petare.

L'émergence d'une nouvelle société urbaine

L'explosion urbaine de Petare intégra le *Municipio* Petare dans l'agglomération *caraqueña*, jusqu'à en devenir, dès la fin des années 1960, la plus grande zone de *barrios*. De nouveaux quartiers, fondés à partir de 1958, s'ajoutèrent à d'autres plus anciens. Sur quarante-quatre *barrios* répertoriés en 1977 à Petare, vingt-sept avaient été fondés avant 1958 et dix-sept après l'avènement de la République[5]. Les plus anciens étaient majoritairement peuplés d'urbains ayant fui les grands chantiers du centre de Caracas sous la dictature. Dans les quartiers plus récents du nord du *municipio*, fondés après 1958, les habitants étaient souvent des néo-urbains, tout juste arrivés de la province.

Cette pluralité d'histoires de *barrios* n'est pourtant pas réductible à deux grandes phases d'urbanisation. Tous les quartiers, qu'ils aient été fondés avant ou après 1958, suivaient une histoire propre, mais aux phases généralement analogues. La première était celle de la création du *barrio*, de l'installation rapide et continue de migrants, de la débrouille entre voisins et vis-à-vis d'autorités plus ou moins permissives. La lutte pour la survie de la fondation se prolongeait par celle pour sa « consolidation », soit la viabilisation du terrain déjà occupé : construction de routes, d'escaliers à flan de colline, d'abduction d'eau, d'égouts…Quand les habitants estimaient avoir obtenu le minimum, le quartier était dit « stabilisé ». De 1958 à la fin des années 1970, la création de nouveaux quartiers fut continue à Petare. Alors qu'un *barrio* plus ancien tendait à se stabiliser, un autre plus nouveau était en pleine expansion. Mosaïque de quartiers aux croissances décalées dans le temps, Petare était aussi un ensemble de petites sociétés *barriales* en structuration.

Ce développement du *barrio* était une entreprise collective qui forgeait les relations de voisinage et une certaine conscience communautaire. Les dimanches devenaient des jours de chantiers collectifs, où les femmes préparaient un pot-au-feu pour des hommes improvisés ouvriers. Ce travail en commun, la *cayapa*, était un événement festif qui prolongeait une sociabilité propre au *barrio*. La culture du *barrio* était[6], comme aujourd'hui, une culture de rue et de plein air, où les formules de politesses, les salutations et les discussions courantes se faisaient à haute voix. Vie sonore et expressive que celle du *barrio*, où l'oralité et la spontanéité marquaient la relation à autrui. Relation qui devait, malgré les éventuelles frictions – notamment politiques –, respecter la sacro-sainte *convivencia*, la vie en commun. Cette dernière était plus calme et détendue à l'époque qu'elle ne l'est

---

4 Voir Daniel Bertaux, *Les récits de vie*, Paris, Ed. Nathan, 1997

5 Fundacomun, *Inventario de los barrios pobres del area metropolitana de Caracas y el dpto. Vargas,* Caracas, Fondo Editorial Común, 1978, p. 17.

6 Pedro Trigo, *La cultura del barrio,* Caracas, Fundación Centro Gumilla, 2004.

maintenant. L'habitat restait relativement dispersé dans presque tout Petare à la fin des années 1970 : dans le *barrio* Julian Blanco, pourtant « fondé » entre 1960 et 1971, 2% du territoire restait inoccupé en 1976[7]. Les quartiers étaient encore emprunts de la verdure des collines, les voisins se connaissaient presque tous et tout le monde avait un accès direct aux quelques personnes qui rythmaient l'actualité locale. Ces personnalités populaires étaient forcément en adéquation avec cette fluidité des rapports interpersonnels et l'égalitarisme ambiant. Les contours de leur charisme étaient ceux de la culture de quartier qui se développait.

Ces dirigeants émergeaient lors des premières années d'existence du *barrio*, période la plus critique. Les forces vives du quartier s'organisaient différemment entre quartiers fondés par achat groupé et officiel de parcelles – surtout au sud de Petare – et ceux issus d'une occupation illégale de terres, une « invasion » – généralement au nord. Dans le premier cas, les habitants ne craignaient pas d'être expulsés par la police. Le contexte était moins hostile et les actions collectives nécessitaient moins de vigueur et d'acharnement. Les dirigeants locaux, quelques pères de familles, n'avaient pas véritablement d'aura de chef ; le respect ou la suspicion qu'ils suscitaient caractérisaient une démocratie de petits propriétaires. Au sud de Petare, comme dans les *barrios* Maca ou Unión, il était fréquent de ne pas identifier de dirigeant, du moins unique, à un quartier.

Dans le cas d'une fondation par « invasion », plus répandu dans les *barrios* créés après 1958, il en allait tout autrement. Un groupe de familles s'organisait pour occuper, en une nuit, un terrain en friche. La survie du *barrio* dépendait alors de dirigeants de lutte, d'hommes ou de femmes suffisamment acharnés parmi les habitants pour tenir tête aux forces de l'ordre et aux propriétaires. Ces meneurs se mettaient en relation avec les autorités, cherchaient des soutiens, devenaient organisateurs des efforts de la communauté et représentants des voisins auprès de la municipalité. Très actifs, mais pas forcément plus éduqués que leurs voisins, ils restaient souvent prééminents pendant des années dans leur *barrio*. Inocencia de Mirano fut ainsi dirigeante du *barrio* San José de la Urbina pendant près de trente ans à partir de sa fondation. Active, opiniâtre et jalouse de son autorité, cette analphabète était un bon exemple du dirigeant de quartier inamovible, à ceci près qu'elle était une femme, chose assez exceptionnelle à l'époque.

L'intégration dans la démocratie de partis

Lieux de nouvelles solidarités revendicatrices, ces quartiers en formation auraient très bien pu représenter un facteur d'instabilité pour le régime. Les partis arrivés au pouvoir en 1958 s'y implantèrent pourtant durablement dès les premiers jours de la démocratie. Ils n'en étaient d'ailleurs pas absents pendant la dictature : de nombreux militants d'*Acción Democrática* (AD), de l'*Unión Republicana Democrática* (URD) et du parti communiste (PCV) vivaient à Petare. Dès 1958, le *municipio* était nettement plus *adeco* (partisan de AD) et social démocrate que certains quartiers de l'Ouest de la capitale, comme Catia, historiquement rouges. Ces partis sortaient grandis de la lutte contre le régime dictatorial et le militantisme valorisé, considéré comme une preuve d'engagement social.

Avec l'explosion urbaine, la présence des partis de gouvernement s'accentua dans les quartiers. Les *Petareños* (habitants de Petare) les plus actifs de leur *barrio* se devaient d'obtenir du matériel auprès des autorités – le *gobierno* du *municipio*, de l'État ou de l'État fédéral – et pour cela d'entretenir de bons rapports avec les élus. Ceux qui n'étaient pas déjà inscrits dans un parti s'affilièrent alors. D'autres, déjà militants, s'affirmèrent dans la vie sociale de leur *barrio* grâce à leurs appuis partisans. La redistribution des fonds publics, largement issus des mannes pétrolières et minières, était d'autant

[7] Fundacomun, *opus cit.,* p. 20.

plus à la discrétion des officiels qu'ils n'avaient que peu de compte à rendre au contribuable[8]. La viabilisation des *barrios* et l'emploi de beaucoup de leurs habitants étaient assurés par les machineries partisanes et les relations tissées en leur sein. Ce clientélisme généralisé était vu comme une véritable exigence sociale par la majorité de ses acteurs, élus ou dirigeants locaux. Le vecteur interpersonnel et l'échange entre amis étaient les seules façons de faire qui étaient connues. Une bonne politique, une politique *sociale* devait être une politique humanisée, c'est-à-dire personnalisée.

Les dirigeants de quartiers, tous encartés, se réunissaient au sein de juntes de quartier. Là où le *leadership* était partagé, les *juntas* étaient mixtes. S'y côtoyaient *adecos*, *uredistas* (URD), *pecevistas* (PCV) et, de plus en plus souvent, des *copeyanos* (du parti démocrate chrétien COPEI). Un parti pouvait dominer mais rarement de façon exclusive, comme dans les *barrios* Las Brisas, Unión, El Carpintero et Maca. Dans les quartiers où s'était imposé un dirigeant d'invasion, la *junta* était fortement dominée, parfois de façon exclusive, par une personnalité et son parti. À San José de la Urbina, la charismatique Inocencia était *copeyana* ainsi que tous les membres de la *junta*, souvent de la même famille qu'elle.

Ces dirigeants étaient d'autant plus importants pour les partis politiques, qu'ils pouvaient avoir une grande influence sur le vote des habitants de leur *barrio*. La récupération d'une *junta* était le premier pas vers l'intégration partielle d'un *barrio* dans les réseaux d'un parti de gouvernement et, *a fortiori*, dans la IV^{e} République. Ces petites structures locales, à l'intersection de la vie sociale du *barrio* et de la sociabilité partisane, évoluèrent nominalement et furent organisées par les initiatives militantes. En 1958, dans le cadre du *Plan de Emergencia para los barrios*, chaque *barrio* devait se doter d'une *Junta pro-mejoras* pour recevoir les aides prévues. Les *juntas* étaient alors l'émanation de la solidarité des habitants ayant obtenu une accréditation officielle. Par la suite, les *juntas* devinrent de véritables nébuleuses reliées entre elles par des réseaux *adecos* et *copeyanos*. Deux mouvements furent créés, le *Movimiento pro-desarrollo de la comunidad* par AD en 1963 et le *Movimiento Pro-Fomento* l'année suivante par COPEI. L'un comme l'autre devaient permettre un développement harmonisé et mieux structuré des *barrios*. La presse locale *Petareña* décrivait longuement leur œuvre matérielle et éducative. Ces mouvements partisans affectèrent toutes les *juntas*. Le président du mouvement *Pro-desarrollo*, Julian Blanco, donna même son nom au *barrio*. Former les dirigeants de quartier, leur apporter une aide matérielle et inciter à la création de nouvelles *juntas* étaient les axes de travail de ces mouvements.

Ils participèrent ainsi, de l'aveu même d'anciens élus, à la fidélisation des dirigeants locaux aux partis AD ou COPEI. Rallier au parti et participer au bon développement des *barrios* allaient de paire. Les promoteurs de ces mouvements n'étaient ni étrangers à un évident prosélytisme partisan, ni désengagés de projets réels de développement. Parallèlement à cette affiliation politique des *juntas*, chaque quartier se dotait d'une permanence de AD ou COPEI. Ces comités se réunissaient dans la demeure d'un militant du quartier, tout comme la *junta* dans la maison de l'un de ses membres. Les deux entités regroupaient parfois les mêmes personnes, dans les mêmes lieux.

À partir de 1979, sous la présidence du *copeyano* Herrera Campins, fut mise en place par COPEI une nouvelle entité administrative locale : les *asociaciones de vecinos.* Censée mieux encadrer le développement urbain, cette réorganisation des *juntas* donna un avantage considérable aux *copeyanos* à Petare*.* Après plus de vingt années de domination *adeca*, le copeyano Enrique Mendoza fut élu à la tête du *Concejo municipal* en 1982. La récupération des organisations de quartiers, enjeu crucial de la rivalité électorale entre AD et COPEI, tourna donc finalement à l'avantage de COPEI, grâce aux *Asociaciones de vecinos*.

Les *Petareños* n'ignoraient pas pour autant la politique à l'échelle nationale. L'arrivée à la présidence de la République du *copeyano* Rafael Caldera fit date dans la prise d'importance de

---

8 Fernando Coronil, *The Magical State: Nature, Money and Modernity in Venezuela*, Chicago, University of Chicago Press, 1997.

COPEI à Petare. Entre figures politiques nationales et clientélisme local, Petare était bel et bien intégré au « système populiste de conciliation »[9] qui créa des machineries partisanes tentaculaires : aux élections de 1964, AD remporta près d'un tiers des suffrages dans le pays, mais seulement 30 000 votes venaient de Vénézuéliens non inscrits au parti[10]. C'est dire que les partis cherchaient à s'étendre comme organisations et à recruter des militants plutôt qu'à convaincre des votants. Le clientélisme politique poussait chaque parti à recruter militant après militant et à s'établir solidement au niveau local, plus que de faire appel à tout l'électorat. Clientélisme plutôt que populisme, relation plutôt que communication, ainsi fonctionnaient les partis de gouvernement dans les quartiers.

L'âge d'or des partis dans les *barrios* ?

Progressivement, l'engagement militant commença à être perçu différemment par les habitants. Dès les années 1960, à des époques différentes selon l'histoire de chaque quartier, les dirigeants de la *junta* rentraient dans un entre-deux, entre *comunidad* et réseau militant. Ils devaient se déplacer en dehors du *barrio*, faire des réunions à la *junta parroquial* (de la paroisse) ou avec ses partenaires des mouvements *Pro-desarrollo* ou *Pro-fomentista.* Chargés de faire la « voceria » à la *junta parroquial* ou au *concejo*, les dirigeants des *juntas* confisquaient peu à peu l'information en allant la trouver à l'extérieur du *barrio*, où les appareils des partis de gouvernements étaient en position de force. AD et COPEI recrutèrent ainsi beaucoup de militants dans les quartiers où, parallèlement, se développait une certaine méfiance à l'égard de ces voisins qui monopolisaient les relations avec les autorités. À partir des années 1970, des jeunes remplacèrent progressivement les premiers dirigeants de *juntas pro-mejoras.* Ces nouveaux dirigeants avaient grandi avec la République, s'étaient inscrits dans ses partis quand leur popularité était à leur faîte. Leur engagement social était souvent vu comme plus militant que communautaire et leurs façons de faire surtout forgées à l'école du parti. Les années passant, l'affiliation à un parti devenait de plus en plus structurante. Les dirigeants locaux semblaient à leurs voisins de plus en plus *partidistas*. Les présidents de *juntas* profitaient régulièrement du matériel et des subventions qu'ils parvenaient à obtenir et leur maison était souvent la plus belle du quartier.

La monopolisation de l'ascenseur social par les machineries partisanes était d'autant plus critiquée, en ces années 1970, que les partis d'extrême gauche réintégrèrent la vie sociale et politique locale. En plus de ces derniers, surtout pour le PCV, le MIR et le MAS, des initiatives non partisanes de développement communautaire se mettaient en place. À Petare, elles étaient portées par des prêtres étrangers, espagnols, belges ou français. Que ce soit pour établir un cadastre, une collecte régulière d'ordures ou créer des bibliothèques, leur action s'établissait en-dehors des influences partisanes. Ces initiatives favorisaient une redéfinition pratique de l'horizon d'attente social et politique des habitants. Entre embryon de dynamisme associatif et retour des partis d'extrême gauche, surtout auprès des jeunes, les années 1970 voyaient apparaître, à Petare, des recherches d'alternatives à la mainmise des réseaux partisans sur la vie locale.

Évolution politique des *barrios*

À la veille des bouleversements des années 1980, les habitants des *barrios* de Petare étaient effectivement intégrés dans la République. Leur politisation s'inscrivit de façon originale dans le temps

---

[9] Luis Britto García, *La máscara del poder : del gendarme necesario al demócrata necesario*, Caracas, Alfadil/Trópicos, 1988.

[10] Michael Bamberger, « A problem of political integration in Latin America: the *barrios* of Venezuela », *International affairs*, vol. 44, n° 4, octobre 1968, p. 715-717.

national car le *barrio* restait leur horizon social le plus concret. Les *barrios* pris dans leur globalité n'étaient pas la forteresse d'un parti plus que d'un autre, toutes les tendances politiques pouvaient s'y rencontrer. Ce méli-mélo urbain était une mosaïque politique où chaque secteur avait sa propre tendance politique, si bien que comprendre l'évolution politique des *barrios* est devenu un exercice complexe de relativisme.

Cette évolution a relevé du particulier et du général, de l'emboîtement de trois temporalités qui traversaient la réalité *barrial* : d'une part, la chronologie propre à chaque *barrio*, celle de son évolution sociale et matérielle, soit l'histoire d'une multitude de fondations qui commencèrent et s'achevèrent avant et après la période étudiée ; ensuite, le temps des organisations présentes dans chaque quartier, avec au premier plan les *movimientos vecinales (de voisins)* de AD et COPEI ; enfin, la chronologie nationale, l'histoire de la IV^{e} République, dans laquelle il faut réinscrire toute réflexion, tout événement local, puisque les *barrios* faisaient résolument partie de la ville et de la nation.

L'intégration des *Petareños* dans la République fut consubstantielle à la constitution d'un clientélisme original, soutenu par des habitants qui cherchaient l'amélioration de leurs conditions de vie individuelle et collective. Aucun ritualisme n'encadrait ces pratiques, elles étaient présentées et comprises comme une exigence démocratique et interindividuelle.

Les politiques, et avec eux les habitants, répondirent ainsi aux nécessités sociales de l'explosion urbaine ; tant et si bien que l'action sociale même fut définie par la relation interpersonnelle et la redistribution. Par son discours et son idéologie, ce clientélisme issu de 1958 encourageait la demande sociale, alors que son association affichée aux habitants les plus dynamiques et à l'esprit communautaire du *barrio* dévalorisait tout éloignement de la classe politique. On comprend alors que la démocratie de la fin des années 1970, aux structures partisanes plus établies et rigides, ait commencé à frustrer des attentes et des valeurs populaires sur lesquelles elle s'était fondée vingt ans auparavant.